



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 13 au 17 juillet 2026

Faits saillants

- **Japon** : Des tensions inflationnistes accrues avant la publication des nouvelles prévisions de la Banque du Japon
- **Mitsubishi Estate** annonce un investissement record de 1 500 Mds JPY (8,1 Mds EUR) pour la construction d'une dizaine de **data centers**
- **Corée du Sud** : la Banque de Corée relève son taux directeur de 25 pb, à 2,75 %
- Le gouvernement relève sa prévision de croissance pour 2026 à 3 %

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 17/07	Var. vs. 10/07
USD/JPY	162,3	0,37 %
USD/KRW	1 480,4	-1,47 %
Nikkei 225	64 141 pts	-6,44 %
KOSPI	6 820 pts	-8,77 %
JGB 10 ans	2,704 %	-4,6 pbs
KTB 10 ans	4,293 %	+7,9 pbs

Japon

Macroéconomie

Taxe sur la consommation | Les discussions multipartites sur une réduction de la taxe sur la consommation ont enregistré des avancées limitées cette semaine. Réuni le 13 juillet, le Conseil national de la protection sociale a examiné plusieurs mesures de soutien aux ménages modestes, sans parvenir à un accord concret sur une baisse de la taxe. L'option la plus avancée – un abaissement temporaire, pendant deux ans, du taux applicable aux produits alimentaires de 8 % à 1 % à compter d'avril 2027 – reste bloquée par les divergences entre les partis, malgré le soutien de principe quasi unanime exprimé lors des élections législatives de février. La réunion du 16 juillet a, en revanche, permis de dégager un accord sur l'instauration, à partir de l'exercice 2029-2030, d'un dispositif de prestations sociales modulées en fonction du revenu, destiné à soutenir le pouvoir d'achat des ménages modestes et à encourager l'activité. Celui-ci prendrait la forme d'aides directes versées aux actifs répondant à certains critères de revenu et acquittant impôts et cotisations sociales, y compris les personnes âgées en emploi, les travailleurs indépendants et les autoentrepreneurs. Des majorations seraient prévues pour les foyers ayant des enfants de moins de 18 ans à charge. Trop clivante, la réduction du taux applicable aux produits alimentaires a été exclue du rapport intérimaire et fera l'objet de

discussions séparées. La Première ministre S. Takaichi souhaite parvenir à une conclusion d'ici début août. Le calendrier est contraint : la législation devra être adoptée lors de la session extraordinaire de la Diète à l'automne afin de laisser aux entreprises le temps d'adapter leurs systèmes de paiement.

Inflation | La Banque du Japon (BoJ) devrait maintenir son taux directeur à 1 % lors de sa réunion de politique monétaire des 30 et 31 juillet, à l'occasion de laquelle elle publiera ses nouvelles prévisions trimestrielles. Selon des sources proches de la Banque centrale, elle pourrait relever légèrement sa prévision de croissance pour l'exercice 2026, actuellement fixée à +0,5 %, compte tenu de la vigueur de la demande liée à l'intelligence artificielle (IA) et du recul des prix du pétrole. Elle pourrait, en parallèle, abaisser marginalement sa prévision d'inflation sous-jacente, actuellement de +2,8 %. Cette révision ne traduirait toutefois pas un changement d'orientation : la BoJ resterait attentive aux risques haussiers liés à la faiblesse du yen et aux effets différés de la hausse des coûts énergétiques provoquée par le conflit au Moyen-Orient. En juin, l'indice des prix à la production a accéléré à +7,1 % en glissement annuel, son niveau le plus élevé depuis mars 2023, sous l'effet notamment de la hausse des prix des carburants (+22,8 %) et des métaux non ferreux (+39,2 %). L'indice des prix à l'importation libellé en yens a, pour sa part, bondi de +29,7 %, soit sa progression la plus rapide depuis octobre 2022, sous l'effet conjoint du choc énergétique et de la faiblesse persistante de la devise japonaise. Ces tensions alimentent les anticipations des ménages : selon l'enquête trimestrielle de la BoJ publiée le 16 juillet, 90,4 % d'entre eux anticipent une hausse des prix à un an, un record depuis le début de cette série statistique en 2006. La hausse moyenne attendue atteint 13,1 %, contre 11,4 % en mars. La normalisation monétaire commence toutefois à peser sur l'activité : selon une enquête de Reuters conduite auprès de 218 entreprises japonaises, près de la moitié font état d'un effet négatif de la hausse de taux intervenue en juin.

Secteur financier

Transferts de fonds | Les transferts de fonds depuis le Japon vers l'étranger ont atteint un montant record de 1 004 Mds JPY (soit 5,4 Mds EUR) au cours de l'exercice 2025-2026. Ils ont progressé de +11,5 % en glissement annuel et ont plus que doublé en dix ans, selon le Ministère des Finances. Cette évolution reflète l'augmentation du nombre de travailleurs étrangers au Japon, qui atteignait 2,57 millions à fin octobre 2025, en hausse de +11,7 % sur un an (contre environ 900 000 en 2015). Le Vietnam est la première destination de ces transferts, avec 289 Mds JPY (1,6 Mds EUR), devant l'Indonésie avec 90 Mds JPY (486 Mi EUR) et les Philippines avec 67 Mds JPY (362 Mi EUR). Ces pays comptent parmi les principaux pourvoyeurs de main-d'œuvre étrangère au Japon. Dans la mesure où ils impliquent des ventes de yens contre des devises étrangères, ces flux contribuent structurellement à la pression baissière sur la devise japonaise, qui évolue déjà à son plus faible niveau depuis près de quarante ans.

GPIF et marchés obligataires | Les déclarations de la Ministre des Finances, S. Katayama, en faveur d'un accroissement des investissements du *Government Pension Investment Fund* (GPIF) dans les actifs japonais ont entraîné d'importants mouvements de marché cette semaine. Le 10 juillet, ses propos ont provoqué une appréciation du yen et un recul de -11,5 pb des rendements obligataires à 10 et 20 ans, sur fond d'anticipations d'un éventuel rééquilibrage de l'allocation du fonds en faveur des actifs domestiques. Le 14 juillet, S. Katayama a également évoqué la possibilité d'intégrer les obligations souveraines japonaises (JGBs) au dispositif fiscal *NISA* afin d'orienter davantage l'épargne des ménages vers elles. La forte demande enregistrée lors de l'adjudication des JGBs à 20 ans organisée le même jour – avec un ratio de couverture de 4,52, contre une moyenne de 3,54 – a temporairement conforté ce mouvement, les rendements à 10 et 30 ans reculant respectivement de -6 et -16 pb. Cet effet s'est toutefois rapidement dissipé. La Ministre a ensuite précisé ne disposer d'aucun pouvoir d'instruction sur

les décisions d'investissement du GPIF et qu'aucune révision immédiate de son allocation cible n'était envisagée. Les rendements sont alors repartis à la hausse : le taux à 10 ans a progressé de +2 pb, à 2,71 %, et le taux à 30 ans de +6 pb, à 3,82 %. Selon *Bloomberg*, cette hausse des taux longs refléterait principalement des anticipations de croissance plus soutenue et le retour d'effets d'éviction budgétaire liés à la sortie de la politique monétaire accommodante de la BoJ, plutôt que des inquiétudes concernant la soutenabilité des finances publiques.

Secteurs non financiers

Data centers | *Mitsubishi Estate* a annoncé un investissement de 1 500 Mds JPY (8,1 Mds EUR) pour la construction d'une dizaine de *data centers* au Japon. À terme, ce programme devrait permettre au groupe de devenir l'un des principaux opérateurs japonais du secteur. Son modèle économique reposera sur la location à long terme des infrastructures à des entreprises, dans le cadre de contrats généralement supérieurs à quinze ans. Cet investissement répond à la forte croissance de la demande de capacités de traitement et de stockage liée au développement de l'IA. Les nouvelles installations seront principalement implantées dans les régions du Kantō et du Kansai. *Mitsubishi Estate* entend capitaliser sur son expérience aux États-Unis, où l'une de ses filiales a déjà engagé la construction de 14 centres de données dont la mise en service est prévue d'ici 2030.

IA physique | *Nvidia* – dont le cofondateur Jensen Huang était en visite au Japon cette semaine – a annoncé le 16 juillet le renforcement de sa coopération avec *Toyota* autour de *Woven City*, la ville expérimentale développée par le constructeur japonais. Déjà fournisseur de processeurs graphiques pour le projet, *Nvidia* entend élargir sa collaboration à des entreprises japonaises spécialisées dans l'IA physique afin de tester, au sein de *Woven City*, des systèmes autonomes intégrant ses technologies. Les expérimentations porteront notamment sur la gestion intelligente du trafic urbain. Engagé en 2017, le partenariat entre *Nvidia* et *Toyota* couvre aussi la fourniture de semi-conducteurs destinés aux véhicules à conduite autonome du constructeur.

Éolien offshore | Le 14 juillet, le Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) a annoncé qu'il porterait à environ 3 799 EUR/kW/an le plafond de la rémunération fixe garantie pendant vingt ans à six projets d'éolien en mer, dans le cadre du mécanisme national d'enchères consacré aux capacités électriques décarbonées. Ce plafond serait ainsi multiplié par 3,5 par rapport au dispositif actuel. La décision intervient après le retrait, en août 2025, du consortium conduit par *Mitsubishi Corporation* des trois projets qu'il avait remportés lors de la première vague d'appels d'offres, en raison notamment de la hausse des coûts de construction. Le nouveau dispositif vise à améliorer la viabilité financière des projets face à l'augmentation des coûts de construction, de financement et des matières premières. Le Japon ne compte encore aucun grand fabricant national d'éoliennes et demeure largement dépendant des importations de composants européens, ce qui expose les opérateurs aux effets de la dépréciation du yen face à l'euro. Si ce dispositif vise à favoriser l'émergence de la filière, le niveau de soutien accordé à l'éolien en mer reste très supérieur à celui observé pour d'autres technologies. Les enchères relatives au nucléaire se sont ainsi établies à 1 050 EUR/kW/an, soit un niveau environ 4 fois inférieur à celui de l'éolien en mer, tandis que celles concernant le GNL, atteignent 500 EUR/kW/an, soit près de 8 fois moins. Cet écart illustre l'ampleur des gains de compétitivité que l'éolien en mer devra encore réaliser pour s'imposer durablement dans le *mix* énergétique japonais.

Corée du Sud

Macroéconomie

Politique monétaire | La Banque de Corée (BoK) a relevé son taux directeur de 25 pdb le 16 juillet, pour le porter à 2,75 %, amorçant une nouvelle phase de resserrement monétaire après plus de trois ans sans hausse. Largement anticipée par les marchés, cette décision répond principalement à la persistance des tensions inflationnistes et à l'augmentation des risques pesant sur la stabilité financière, liés notamment à la volatilité du taux de change, au niveau élevé de l'endettement des ménages et à la hausse des prix immobiliers à Séoul. L'inflation a atteint +3,2 % en glissement annuel en juin – son niveau le plus élevé depuis 2023 – et devrait rester durablement supérieure à la cible de 2 % sous l'effet de pressions persistantes sur les coûts, de la dépréciation du won et de la reprise de la demande. L'amélioration de la conjoncture offre également à la BoK davantage de latitude pour resserrer sa politique monétaire. La Banque centrale estime désormais que la croissance devrait « considérablement dépasser » sa prévision de 2,6 % publiée en mai, grâce à la vigueur du secteur des semi-conducteurs. La BoK n'exclut ainsi pas de nouvelles hausses de taux, dont le calendrier et l'ampleur dépendront de l'évolution de l'inflation, de l'activité intérieure et des risques financiers. Selon la prévision médiane des analystes, elle procéderait à une nouvelle hausse de 25 pdb d'ici la fin de l'année, puis à un relèvement supplémentaire au 1^{er} trimestre 2027. Le taux directeur atteindrait ainsi 3,25 %, seuil auquel il serait maintenu au moins jusqu'à la fin de 2027.

Croissance | Le gouvernement sud-coréen a relevé, dans son rapport économique semestriel, sa prévision de croissance pour 2026 à 3 %, contre 2 % en janvier. Cette révision repose principalement sur la forte demande dans les secteurs des semi-conducteurs et de l'IA. Après une croissance limitée à 1,1 % en 2025, les exportations devraient constituer le principal moteur de l'activité cette année. En juin, elles ont atteint un niveau mensuel record de 100 Mds USD, plaçant la Corée du Sud au 4^e rang mondial sur le mois, derrière l'Allemagne, la Chine et les États-Unis. Dans ce contexte, le gouvernement a présenté sa stratégie de croissance économique pour le second semestre 2026 : elle vise à faire de la Corée le 5^e exportateur mondial et à porter ses ventes annuelles à 1 000 Mds USD en 2026, contre 709 Mds USD et une 6^e place mondiale en 2025. Le plan entend inscrire la croissance dans la durée en diversifiant les secteurs stratégiques au moyen de réformes institutionnelles, d'investissements ciblés dans la R&D et de politiques d'industrialisation régionale. Cette approche plus intégrée pourrait marquer une inflexion dans l'agenda économique de l'administration Lee.

Secteurs non financiers

Investissements stratégiques – IA | La Corée du Sud a annoncé la création d'un *Future Response Fund*, destiné à affecter le surcroît attendu de recettes fiscales provenant du secteur des semi-conducteurs, porté par l'essor de l'IA. Le fonds financera en priorité les industries stratégiques d'avenir, les politiques en faveur de la jeunesse, le développement régional et l'éducation. Il soutiendra également trois grands programmes consacrés à l'IA physique, aux *data centers* et aux semi-conducteurs. Le gouvernement prévoit en parallèle d'accélérer les investissements privés et de renforcer son soutien aux infrastructures énergétiques et de transport, nécessaires au développement de pôles industriels régionaux. Ces orientations devraient être intégrées au budget 2027, avec pour objectif de transformer le cycle actuel de l'IA en un moteur de croissance durable. Cette stratégie rejoint le diagnostic de la BoK, selon lequel la reprise du cycle des semi-conducteurs entre dans une nouvelle phase tirée par l'IA et nécessitera des

investissements accrus dans les technologies de mémoire avancées. La BoK souligne néanmoins que l'ampleur future de la demande liée à l'IA reste difficile à évaluer. Le principal point de fragilité tient aux besoins énergétiques considérables des infrastructures d'IA et des *data centers*, ainsi qu'au risque de hausse des prix de l'énergie dans un contexte géopolitique incertain.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr